Newsletter
Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 150 MAI 2022

Matières à réflexions

Sommaire

- *Edito : matières à réflexions.* p 1-2
- *Petit-déjeuner avec S.E. l'Ambassadeur du Maroc en France.* p 3-5
- *Irak : rebond de la croissance.* p 6
- *Publicité Suez.* p 7
- *Entretien avec Son Excellence l'Ambassadeur du Sultanat d'Oman en France.* p 8-10
- *« Ambition Middle East » : rencontre avec Christophe Lecourtier.* p 11-12
- *Brèves économiques arabes.* p 13-14

Publication destinée aux membres de la CCFA - Diffusion gratuite - Non destinée à la vente.

Le monde dans lequel nous vivons est, plus que jamais, devenu un peu plus volatile, complexe, incertain, ambigu…et dangereux.

Après la crise de la Covid, le conflit russo-ukrainien - cette guerre en Europe que nous aurions pu croire impossible - débuté il y a maintenant plus de trois mois, est venu chambouler les perspectives initialement plutôt positives d'une croissance économique mondiale robuste. L'impact sur les matières premières a été immédiat ! Les cours du pétrole, du gaz, des céréales, des minerais rares ont flambé. Des pénuries d'huile, de blé, de verre sont apparues ou sont craintes. L'inflation généralisée s'est donc réveillée et s'impose durement à nous.

Le spectre de la stagflation a ainsi fait son retour, mettant à mal le pouvoir d'achat des ménages et les PME et PMI, en particulier, confrontées à des hausses d'intrants difficiles à répercuter et conduites à devoir rogner leurs marges. Et que dire de notre commerce extérieur qui risque bien de dépasser de façon répétée les 100 milliards d'euros de déficit, en dépit des efforts qui sont réalisés…

Ce tableau peu engageant, qui a conféré au Forum de Davos en cette fin de mois de mai une tonalité plutôt sombre, s'est même renforcé à la fois par la résurgence de la pandémie en Chine, avec son lot de confinements et la mise à l'arrêt de l'économie du pays, et par les manifestations du changement climatique (sécheresses, incendies, tempêtes de sable).

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Allons-nous nous contenter de regarder tout cela en simples spectateurs, donnant l'impression de ne pouvoir bouger qu'en « réaction » au lieu d'anticiper et d'être proactifs ?

J'espère bien que non !

Il devient de plus en plus urgent, pour ne pas dire vital, de trouver les bonnes réponses, d'apporter les bonnes solutions, non seulement aux causes de ces crises mais aussi à leurs conséquences.

Des « poches » d'optimisme existent heureusement !

Ainsi regardons l'hommage international rendu à Cheikh Khalifa ben Zayed Al Nayhane, décédé le 13 mai.

Qui aurait pu imaginer un tel défilé de personnalités internationales à Abou Dhabi, venues présenter au peuple émirien les condoléances de la planète entière, au-delà des puissances de la région ?

Qui aurait pu imaginer autant de déférence et autant d'éloges pour le Président des Émirats arabes unis de 2004 à cette année ?

Tous les dirigeants ou leurs représentants sont venus, et ont reconnu la contribution de Cheikh Khalifa qui a accompagné ces deux dernières décennies l'ascension fulgurante de son pays sur la scène internationale. Sa mission était simple mais vitale, comme il le disait lui-même, ses rôles les plus importants ayant peut-être été ses présidences du Conseil suprême du pétrole d'Abou Dhabi, fondé en 1988, et de l'Autorité d'investissement d'Abou Dhabi, qu'il a contribué à créer en 1976 : « investir des fonds au nom du gouvernement de l'émirat d'Abou Dhabi, mettre à disposition les ressources financières nécessaires pour assurer et maintenir le bien-être futur de l'émirat ».

Lors de la réunion des Nations unies du 18 mai dernier, Madame Lana Nusseibeh, représentante permanente des Emirats arabes unis auprès de l'ONU, a exprimé sa gratitude à ceux qui ont présenté leurs condoléances au gouvernement et au peuple des Émirats, en des termes particulièrement forts : « Cheikh Khalifa était un dirigeant sage et un symbole de paix. Il était un modèle pour notre génération avec son humilité et son humanité », a-t-elle si justement déclaré.

A méditer dans le contexte actuel ?

Sur l'augmentation des cours des matières premières, les pays exportateurs de pétrole ou de gaz vont quant à eux ainsi engranger de confortables surplus budgétaires, à réinvestir dans la préparation de l'avenir : énergies propres, solutions de mobilité douces, formation, santé !

Bahreïn réactive ainsi sont Future Generations Reserve Fund ; l'Arabie saoudite accélère sur son programme de développement de l'hydrogène et sur Neom ; les investissements du Qatar, mais aussi du Maroc ou du Koweït dans les énergies renouvelables deviennent prépondérants et les objectifs de durabilité, les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance deviennent incontournables.

Il nous faut donc être à l'affut de ces opportunités ! S'appuyer sur nos valeurs, s'appuyer sur nos capacités d'innovation, s'appuyer sur nos alliés, changer d'approche.

Vous en trouverez d'ailleurs deux illustrations dans ces pages, avec les contributions de deux de nos Ambassadeurs arabes, Son excellence Monsieur Mohamed Benchâaboun, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi du Maroc, et Son Excellence Cheikh Ghazi bin Saïd bin Abdallah AlBahr Al Rawas, Ambassadeur du Sultanat d'Oman.

Il nous appartient de nous saisir de ces opportunités, pour être non plus de simples spectateurs, mais pour devenir de véritables acteurs.

C'est le défi que nous pouvons nous lancer, collectivement, à la Chambre de Commerce Franco Arabe aussi.

Vincent Reina
Président de la CCFA

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Nos partenaires 2022

Stratégiques: VEOLIA, transdev the mobility company
Gold: anteagroup
Silver: Cabinet MERLIN Groupe MERLIN

Petit-déjeuner-débat à la CCFA avec l'Ambassadeur du Maroc

« Un espace de prospérité partagée à construire »

Avec une position géographique stratégique qui lui confère le rôle de trait d'union entre l'Europe, l'Afrique et le Monde arabe, le Maroc ambitionne en coopération avec ses partenaires de construire et de partager un espace de prospérité mutuellement profitable pour la région euro africaine.

Partenaire privilégié de la France, le Royaume a tissé aussi des liens solides avec l'Union européenne qui lui accorde un statut avancé dans sa politique de voisinage qui, dans le contexte actuel de défis, de tensions et de compétition devrait être revisité pour transformer les risques en opportunités. Il a par ailleurs réintégré l'Union africaine et son adhésion à la CEDEAO est en bonne voie.

Le Maroc, pays millénaire, se caractérise avant tout par sa stabilité politique. Il se distingue aussi par ses efforts pour transformer son économie dans le but d'atteindre une croissance stable, inclusive, et respectueuse de l'environnement. A cette fin, le pays a déployé, au cours des dernières décennies, une politique volontariste basée sur la mise en place de plans sectoriels ambitieux. Il a consacré des investissements colossaux dans les secteurs identifiés comme stratégiques pour la croissance et la création de valeur ajoutée, notamment dans le secteur agricole, l'industrie, l'offshoring, le tourisme, le secteur minier et d'autres, avec à chaque fois des plans pluriannuels et des mesures d'accompagnement qui jouent le rôle de véritables leviers de développement et de croissance. En appui à cette politique, une priorité est donnée au capital humain dans le domaine de l'éducation, de la formation, du développement de l'esprit d'entreprenariat.

Par ailleurs, pour tirer profit de sa situation géographique le Royaume a choisi d'investir dans ses infrastructures pour créer les conditions de la croissance et soutenir le développement. Et pour renforcer l'ouverture de son économie au secteur privé, il a prêté une attention particulière à l'environnement des affaires et à l'attractivité du pays. Enfin pour assurer une croissance qui s'inscrit dans la durée, il a privilégié de préserver un certain nombre d'équilibres macroéconomiques.

La Chambre de Commerce Franco-Arabe a invité, le mercredi 30 mars à la Maison des Polytechniciens à Paris, Son Excellence M. Mohamed Benchâaboun, Ambassadeur de sa Majesté le Roi du Maroc en France, pour exposer les transformations en cours de l'économie marocaine, l'étendue du partenariat entre la France et le Maroc et l'approche de son pays pour la construction d'une zone de prospérité partagée entre l'Europe et l'Afrique à l'aune des nouvelles priorités du monde de demain.

Accueillant son invité, le Président de la CCFA, Mr. Vincent Reina, a souligné l'importance de cette rencontre « qui suscite un véritable plaisir auprès de tous ceux qui aiment le Maroc ». Il a remercié son Excellence Mr. Mohamed Benchâaboun, nouvellement nommé au poste d'Ambassadeur de sa Majesté leRoi du Maroc, en lui souhaitant le meilleur pour lui et son pays, promettant que la CCFA mettra toute son énergie pour « nouer des relations fortes avec lui, personnellement, pour servir au mieux la relation entre la France et le Maroc ».

Rappelant le parcours exceptionnel de son invité, à la fois dans le secteur privé et dans le secteur public, Mr. Vincent Reina a indiqué que ce parcours faisait de Mr. Mohamed Benchâabounun fin connaisseur de l'économie de son pays. Et d'ajouter : « l'analyse que vous allez porter ce matin sera pour chacun d'entre nous très précieuse ».

Abordant l'économie du Royaume, M. Vincent Reina a rappelé la gestion rigoureuse de la Covid-19 par le Maroc, saluée d'ailleurs par les organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale. Il a souligné que son invité, en tant que ministre de l'Économie et des Finances entre 2018 et 2021, avait été au cœur de l'élaboration des dispositifs de soutien et de relance de l'économie propulsés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Mr. Vincent Reina : « la CCFA mettra toute son énergie pour nouer des relations fortes avec vous personnellement pour servir au mieux la relation entre la France et le Maroc ».

Poursuivant sur ce chapitre de l'économie, le Président de la CCFA a rappelé que le Maroc mène depuis plus de 20 ans des plans stratégiques volontaristes et ambitieux en matière d'infrastructures - notamment avec le TGV et le port de Tanger Med - le développement urbain mais aussi en matière de développement agricole et des métiers du digital. Il s'est demandé si avec tout ce travail accompli « le Maroc ne sort pas de cette période difficile de la pandémie encore plus renforcé qu'avant » ?

Toutefois, le Président de la CCFA a rappelé que le Maroc continue à faire face à des défis liés aux problèmes sociaux, aux ressources en eau, à l'agriculture, à la décarbonation, à l'énergie ou encore à l'alimentation. « Des défis que le Maroc relève chaque année un peu plus » dit-il. Et de souligner que la France avec ses dispositifs d'accompagnement notamment l'AFD, Bpifrance ou le Trésor, accompagne depuis longtemps les initiatives du Maroc pour relever tous ces défis. Par ailleurs, évoquant les échanges entre la France et le Royaume, Mr. Reina a noté « qu'ils ne sont plus ce qu'ils étaient et qu'ils sont désormais devancés ou concurrencés par les Espagnols et d'autres pays européens ou asiatiques tel que la Chine». « Nous souhaitons connaître votre analyse sur la manière d'améliorer et renforcer nos exportations vers le Royaume » dit-il, affirmant qu'il était temps de repenser la façon de commercer avec le Maroc ou d'y investir. Il s'est dit intéressé par l'analyse portée par son invité sur ces sujets et notamment sur la « coopétition », tout particulièrement dans le champ africain.

« C'est un réel plaisir d'être parmi vous ce matin et de prendre part à cette rencontre pour exposer certains points de réflexions sur le partenariat entre la France et le Maroc » a indiqué Son Excellence Mr. Mohamed Benchâaboun en préambule à son intervention. Ajoutant : « Le partenariat entre la France et le Maroc doit être revisité afin de l'inscrire dans les nouvelles priorités du monde de demain et de jouer ensemble un rôle central sur l'axe Europe-Afrique ».

Avant de poursuivre son exposé, il a tenu à remercier le Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe pour l'organisation de cette matinée de travail. Il a salué le rôle de cette institution qui ouvre aux entrepreneurs, aux hommes d'affaires et aux politiciens un espace de dialogue, d'écoute, et de partage et a rendu hommage aux créateurs de cette Chambre, rappelant que la première sortie de la CCFA à l'international avait eu lieu en 1974 à Casablanca.

Revenant sur l'objet de son intervention, Son Excellence a noté que le monde était aujourd'hui marqué par la succession des crises, par l'augmentation des incertitudes, des conflits armés, et des coups d'État. « Ce monde nous interpelle collectivement à plus d'actions en phase avec les ruptures qui en découlent » ditil. Dans ce monde marqué par les tensions, il a noté que l'Europe prépare sa mue, que l'Afrique avec bientôt plus de 2 milliards d'âmes sera demain forte par sa jeunesse et par ses ressources naturelles, et de conclure que l'Europe doit investir massivement sur ce continent car « leurs destins sont liés ». Il a indiqué que l'annonce faite récemment par Mme Von der Leyen d'un plan d'investissement européen de 150 milliards d'euros, d'ici 2027, n'était pas le fruit du hasard.

Évoquant les crises qui secouent le monde, notamment la crise sanitaire, les événements récents au Sahel et la guerre en Ukraine, Son Excellence a indiqué que toutes ces crises allaient aggraver les tensions sur les cours des produits énergétiques et les produits de base. « Tous les pays vont subir les conséquences et les effets de cette guerre aux portes de l'Europe, notamment ceux qui ne disposent pas de pétrole et de gaz et ceux qui importent les céréales et le soja ». Et d'ajouter : « il y a urgence pour se préparer pour une autre économie plus souveraine et de repenser la place de notre région dans cette nouvelle économie mondiale afin de décliner des trajectoires qui intègrent le temps long nécessaire à la gestion des transitions ».

Dans cette approche, il a estimé qu'il fallait répondre à trois questions fondamentales : Que pouvons-nous faire ensemble face aux défis régionaux communs ? Comment explorer de nouveaux instruments de partenariats, plus créatifs, avec de nouvelles formes de coopérations ? Enfin, comment bâtir cet avenir de « coopétition » à travers une stratégie conjointe plus offensive ?

Avant de répondre à toutes ces interrogations, Son Excellence a dressé un panorama du potentiel économique du Maroc. Il a notamment indiqué que son pays dispose d'un certain nombre d'atouts. Sur le plan géopolitique, il a rappelé la position stratégique de son pays, entre l'Afrique et l'Europe, sa stabilité politique à travers un modèle démocratique propre, et enfin, la place importante de la femme dans la société marocaine. « 25 % des sièges au Parlement et 7 ministres sur les 27 qui composent le gouvernement sont occupés par des femmes » dit-il.

Sur le plan économique, Son Excellence a mis en avant le choix du Maroc pour une économie ouverte, avec des dizaines d'accords de libre-échange, notamment avec l'Union européenne, les États-Unis, la Turquie et certains pays arabes. « Des accords qui ouvrent aux produits fabriqués au Maroc des marchés importants à des taux préférentiels ». Il a indiqué que le port de Tanger Med, plateforme logistique aux portes de l'Europe et ouvert sur le monde, était parmi les outils de cette politique d'ouverture économique.

Par ailleurs, Mr. Benchâaboun a indiqué que le Maroc est un pays qui réforme et avance vite dans la mise en place de ses réformes. Il a cité, à titre d'exemple, la réforme fiscale mise en

S.E. Mr. Mohamed Benchâaboun : « la France et le Maroc peuvent se projeter dans l'avenir et construire un partenariat qui donne ses lettres de noblesse à la coopération Sud-Sud ».

place l'année dernière qui s'aligne sur toutes les bonnes gouvernances de l'U.E et donne de la visibilité aux acteurs économiques. La réforme des établissements et des entreprises publiques, à travers la création de l'Agence de participations de l'État dont le rôle est central dans les investissements. Et enfin, la réforme sur le partenariat public-privé dont le contenu a été allégé et élargi pour réserver une place plus importante à l'investissement privé.

Abordant les transformations économiques au Maroc, Son Excellence a indiqué que « la structure de l'économie marocaine a progressivement changé ». Elle n'est plus conditionnée par les aléas climatiques et par l'exportation des produits de base. Elle est désormais une économie tertiarisée. Et les résultats de ces transformations sont probants : la construction, l'industrie automobile, l'aéronautique, l'électronique rivalisent désormais avec les recettes des exportations des secteurs traditionnels comme le phosphate, l'agriculture ou le textile.

Dans la mise en œuvre de ces transformations, Son Excellence a indiqué que le Maroc conduit des politiques sectorielles ambitieuses pour diversifier son économie et tirer le meilleur parti possible de la mondialisation. Il a notamment cité le plan Emergence, suivi par le plan d'accélération industrielle, le plan Maroc Vert suivi par le plan Green Maroc, le plan Azur pour le tourisme, le plan Halieutique pour la pêche et enfin Casablanca Finance City pour les services financiers. Tous ces plans sont menés avec le souci d'atteindre le verdissement de l'économie, le développement durable et la décarbonation.

Alors tenant compte de tous ces atouts et de tous ces potentiels, Son Excellence s'est attelé à poser les jalons pour explorer les horizons d'un partenariat plus ambitieux et plus étroits entre la France et le Maroc. Il a notamment indiqué qu'il faut être à l'écoute des besoins et des attentes et s'adapter pour être en phase avec des réalités en mouvement. Il a préconisé d'exploiter les potentiels de la jeunesse, de travailler sur des partenariats gagnant-gagnant avec des acteurs économiques qui considèrent le Maroc, non comme un marché, mais comme un partenaire. Il a souligné l'importante d'un transfert de savoir-faire et la pertinence de viser la co-localisation en partenariat dans l'espace euroméditerranéen : « nous devons raisonner en termes d'espace commun EuroMéditerranéen qui permettrait aux investissements réalisés au Maroc d'avoir davantage de retombées positives en termes de recherche et de développement, en termes de balance de paiements et en termes de créations d'emplois plutôt que de parler de délocalisation », dit-il.

Et de poursuivre sa démonstration en indiquant concrètement les idées et les champs à investir, citant notamment, les partenariats croisés, les coinvestissements, l'ouverture du capital des entreprises à leurs partenaires, le soutien aux écosystèmes de PME et TPE et aux écosystèmes industriels associant enseignement, formation et transfert de savoir-faire. Il a par ailleurs souligné la nécessité d'investir massivement dans la formation, dans des filières comme l'IA, la biotech, le numérique, les énergies renouvelables, l'agroalimentaire, l'industrie aéronautique et l'automobile et des filières comme celles du textile et l'agroalimentaire pour relever les défis de demain et favoriser dans ces domaines l'émergence de start-up de part et d'autre des bords de la Méditerranée. Poursuivant l'énumération des champs à investir, Son Excellence a également indiqué qu'il faut s'appuyer sur l'action extérieure des collectivités locales dans de nombreux domaines tels que l'urbanisme, la construction, les transports, l'eau, l'assainissement ou encore le tourisme. Tout cela doit être mené dans le cadre d'une stratégie conjointe, plus offensive, pour trouver de nouveaux marchés et pour créer des valeurs pour une prospérité partagée.

Abordant l'espace géographique pour développer ce partenariat, Son Excellence a plaidé pour l'axe Europe-Afrique qui lui paraît le scénario le plus plausible. Il a estimé que la France qui a mis en haut de ses priorités un nouveau partenariat avec l'Afrique, et le Maroc, acteur économique et politique important en Afrique, cœur économique battant de tout l'Ouest saharien, sont des partenaires de choix pour porter cette coopétition sur le champ africain. La France et le Maroc, deux pays amis et alliés, qui ont su développer une coopération singulière et extraordinaire qui a été traduite par la mise en place d'un partenariat stratégique exemplaire au niveau de nombreux secteurs d'activités, avec la mise en place de plusieurs pôles d'excellence, peuvent construire ce partenariat triangulaire. Toutefois, il a indiqué que cette projection nécessite une révision et une adaptation pour intégrer les nouveaux défis notamment ceux liés à la sécurité, à la lutte contre le changement climatique et à la maîtrise de la migration. Des défis qui, s'ils sont relevés, peuvent assurer un vrai développement de l'Afrique et de l'Europe et donneront un sens à cette coopétition.

De par sa position de carrefour entre l'Europe, l'Afrique et le Maghreb, le Maroc constitue un réel prolongement géostratégique pour la France, dit-il et de conclure : « la France qui dispose d'un plan « France 2030, » et le Maroc qui dispose d'un plan de développement à l'horizon 2035, peuvent se projeter dans l'avenir et construire ce partenariat qui donne ses lettres de noblesse à la coopération Sud-Sud ».

Irak : rebond de la croissance et amélioration des comptes publics

L'économie irakienne a été durement touchée en 2020 par la crise sanitaire de la Covid-19 ainsi que par la baisse des prix mondiaux du pétrole et des quotas de production de l'Opep. Le PIB s'est contracté d'environ 11,3 % avant de rebondir de 1,3 % en 2021, un rebond tiré principalement par le secteur non pétrolier qui a progressé de 6 % au cours des 9 premiers mois de l'année 2021, soutenu par une solide performance de certains secteurs notamment ceux du transport, des services et du commerce de détail. Toutefois on note une forte contraction des secteurs de l'agriculture et de la construction respectivement de 17,5 % et 36,8 % sous l'effet des graves périodes de sécheresse qui ont touché le pays, des pannes d'électricité et de la hausse du prix mondial des intrants. Le PIB pétrolier s'est contracté de son côté de 4 % sous l'effet de l'ajustement, à la baisse, de la production, conformément aux accords OPEP+. Quant à l'inflation, elle a légèrement augmenté pour atteindre une moyenne de 6 % en 2021, après la dévaluation du dinar irakien de 23 % en décembre 2020 et la reprise progressive de la demande intérieure.

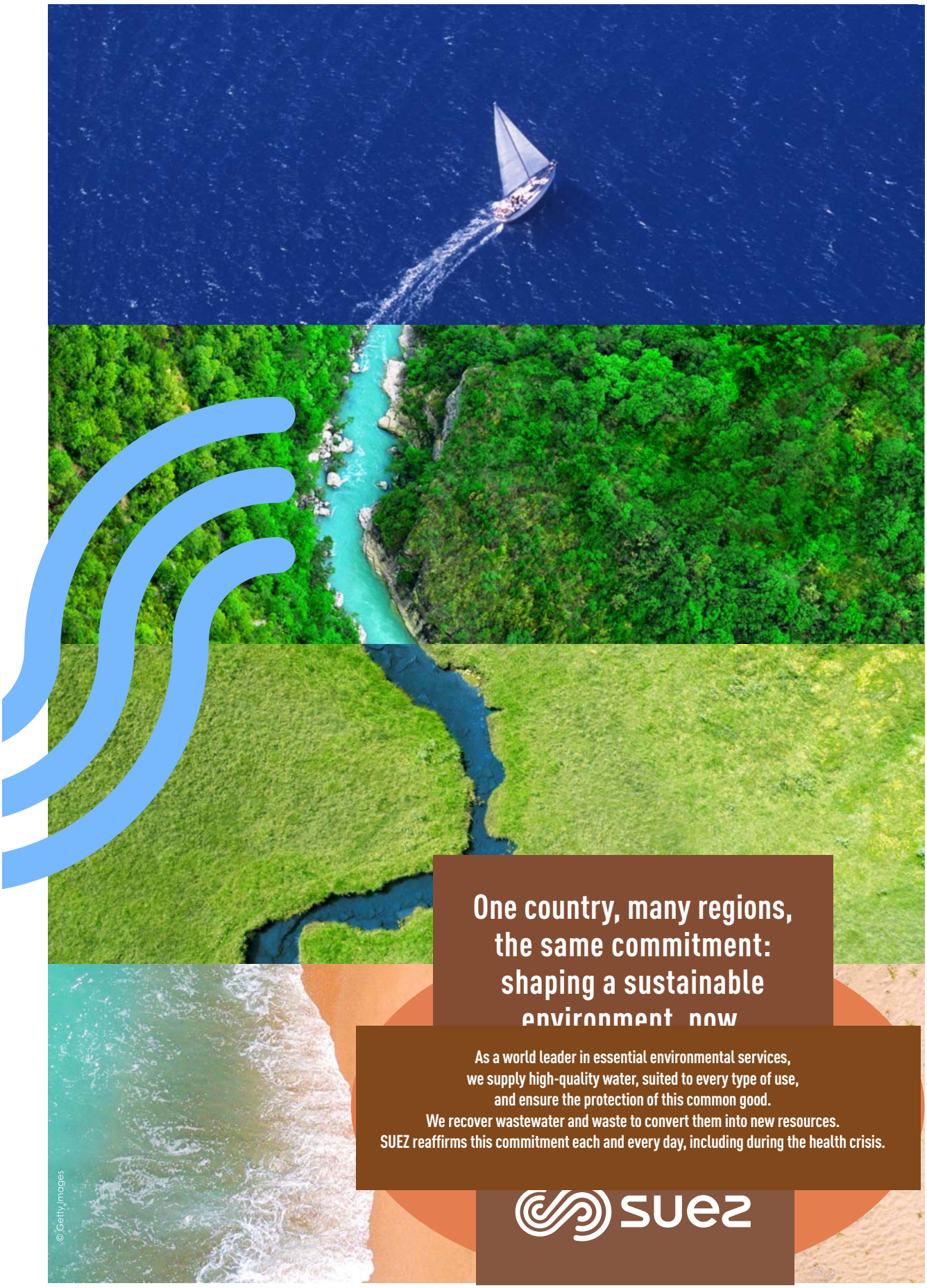
Concernant les comptes publics, les recettes de l'État ont bondi de 73 % en 2021, stimulées par la hausse des prix du pétrole en moyenne à 68,3 dollars le baril. L'amélioration des recettes pétrolières en 2021 a transformé le solde budgétaire global en un excédent de 5,3 % du PIB, ramenant ainsi le ratio dette/PIB à 54,8 % contre 64,7 % en 2020. Par ailleurs, la hausse des prix du pétrole et des exportations a également amélioré les comptes extérieurs de l'Irak. Le solde du compte courant s'est transformé en un excédent de 8,3 % du PIB au cours des 9 premiers mois de 2021. Le renforcement de la balance commerciale a fait passer les réserves officielles de 54 milliards de dollars en décembre 2020 à 61,9 milliards de dollars en décembre 2021.

Les perspectives économiques de l'Irak restent dépendantes des hydrocarbures. La hausse prévue des prix du pétrole sur la période 2022-2024 devrait encore améliorer considérablement les perspectives budgétaires et extérieures du pays. Toutefois, l'économie reste soumise à des risques importants. Alors que toute nouvelle hausse des prix du pétrole améliorerait encore l'équilibre budgétaire de l'Irak, la hausse des prix des denrées alimentaires et la perturbation des importations agricoles augmenteront les risques pour la sécurité alimentaire. Le conflit russo-ukrainien présente également des risques pour la production de pétrole brut de l'Irak si les opérations des compagnies pétrolières russes y sont affectées par les sanctions internationales contre la Russie. Par ailleurs, l'intensification des effets du changement climatique et les pénuries d'eau réduiront la production agricole. Enfin, la vaccination contre la Covid-19 reste très faible en Irak. Parmi les autres risques qui pèsent sur l'économie irakienne figure enfin une éventuelle détérioration de la situation sécuritaire qui reste fragile.

Une délégation du Comité irakien du développement du commerce et de l'industrie de Babel à la CCFA

Le Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe a reçu le 18 mars dernier une délégation du Comité du développement de l'industrie et du commerce des hommes d'affaires de Babel pour une visite de travail. Lors de cette rencontre, le Président de la CCFA a exploré avec ses invités les perspectives des échanges entre la France et l'Irak et les moyens de les améliorer. Il a notamment rappelé à ces invités le rôle et la mission de la Chambre de Commerce Franco-Arabe et indiqué qu'elle avait pour vocation de promouvoir les relations entre les entreprises françaises et leurs homologues arabes afin de dynamiser les échanges entre les pays de la zone et l'Hexagone. Par ailleurs, le Président de la CCFA a souligné à ses interlocuteurs le manque d'informations sur l'économie irakienne notamment sur l'environnement des affaires, les secteurs prometteurs et les mécanismes et mesures d'aide et d'encouragement aux investisseurs étrangers.

M. Abdulhadi Najm a remercié M. Reina au nom de toute la délégation pour son accueil chaleureux et souligné les relations d'amitié et d'affaires qui unissent la France et l'Irak dans différents domaines. Il a exprimé ses regrets sur la frilosité et les craintes des chefs d'entreprises français à reprendre le chemin de l'Irak qu'ils ont quitté depuis les années 2000. Il a appelé la Chambre de Commerce Franco-Arabe à multiplier les efforts pour inciter et encourager les entreprises françaises à travailler avec leurs homologues irakiens comme le font d'ailleurs beaucoup d'autres entreprises étrangères, notamment américaines ou chinoises. Mr. Najm a par ailleurs indiqué que cette visite avait pour but essentiel d'explorer avec les dirigeants de la Chambre les meilleurs moyens pour encourager, faciliter et dynamiser les relations entre chefs d'entreprises français et irakiens. « Il n'est plus un secret pour personne que les Irakiens préfèrent travailler et collaborer avec les entreprises françaises » et d'ajouter : « la reconstruction de l'Irak ne réussira pas sans la participation des entreprises françaises ».


One country, many regions,
the same commitment:
shaping a sustainable
environment, now
As a world leader in essential environmental services,
we supply high-quality water, suited to every type of use,
and ensure the protection of this common good.
We recover wastewater and waste to convert them into new resources.
SUEZ reaffirms this commitment each and every day, including during the health crisis.
SUEZ
© Getty Images

Entretien avec Son Excellence Cheikh Ghazi bin Saïd bin Abdallah AlBahr Al Rawas, Ambassadeur du Sultanat d'Oman en France

Oman, le troisième plus grand pays de la péninsule arabique, occupe une position géographique lui conférant le rôle d'un véritable trait d'union entre la Chine, l'Inde et l'Afrique faisant de ce pays qui borde le Pacifique une porte d'entrée stratégique vers les pays de la Péninsule. Par ailleurs le Sultanat qui partage avec l'Iran la souveraineté sur le détroit d'Ormuz, par lequel transite une grande partie du pétrole mondial, est une étape importante sur les nouvelles routes de la soie.

Oman est membre actif du Conseil de Coopération du Golfe, de la Ligue des États Arabes et de l'OMC. Surnommé la « Suisse du Golfe » en raison de sa stabilité politique et de sa neutralité dans la plupart des conflits que connaît la région, le Sultanat a patiemment cultivé un rôle de médiateur régional discret et efficace, reconnu et recherché par tous ses voisins. Par ailleurs, le pays a contracté de nombreux accords bi et multilatéraux ouvrant à ses entreprises des marchés importants.

La découverte du pétrole dans les années soixante et surtout son exploitation dans les années soixante-dix a propulsé le pays dans l'ère de la modernité et de la prospérité ouvrant à cet État-nation dont la majeure partie de la population était des marins-marchands qui sillonnaient les mers reliant les ports de l'Inde et de la Chine à ceux de l'Afrique, de nouvelles perspectives de développement.

En effet, mettant à profit la manne pétrolière, le Sultanat a concentré ses efforts à travers notamment ses plans successifs de développement, Vision 2020 puis Vision 2040, pour préparer l'avenir et offrir aux générations futures un avenir meilleur.

Ces plans mettent, tout d'abord, l'accent sur le développement humain en portant une attention particulière aux secteurs de la santé, de l'enseignement, de l'éducation, de la formation et de l'amélioration du statut de la femme. Puis sur le plan économique, ils déploient leurs efforts pour doter le pays des infrastructures nécessaires à la mise en place d'un tissu industriel vaste et varié. Mettant le secteur privé au cœur du développement économique, ils accordent une place privilégiée à l'amélioration de l'environnement des affaires et à la création d'un cadre attractif aux investisseurs étrangers. Par ailleurs, la stratégie de développement porte une attention particulière aux secteurs les plus traditionnels de l'économie omanaise notamment l'agriculture, la pêche, et le tourisme.

Aujourd'hui les résultats témoignent du succès de ce modèle de développement planifié et conduit par le Sultanat : le PIB est passé de 256 millions de dollars en 1970 à 85 milliards de dollars en 2021 et le PIB par habitant a grimpé, entre temps, de 921 dollars à 18.227 dollars. Enfin, le pétrole et le gaz qui représentaient l'essentiel du PIB du pays ne participent plus aujourd'hui qu'à hauteur de 31% dans la formation de la richesse nationale.

La France et le Sultanat entretiennent une relation forte et ancienne. Cette relation remonte, dit-on, à l'autorisation donnée par l'Imam Ahmad Ben Al Bu Saïd pour la création d'un comptoir français à Mascate en 1775, puis d'un consulat en 1794. La signature du traité de paix perpétuelle en 1807 et du traité de commerce et d'amitié franco-omanais en 1838 viendront par la suite renforcer ces liens d'amitié. Aujourd'hui, pour dynamiser leurs relations, les deux pays ont mis en place des structures favorisant un dialogue stratégique bilatéral permanent et une commission mixte franco-omanaise à dimension économique et culturelle.

Les échanges entre la France et le Sultanat d'Oman sont modestes avoisinant les 310 millions d'euros par an (2021). Par ailleurs, la part de marché française en Oman ne cesse de reculer passant de 2,4 % en 2002 à 0,7 % en 2020. Environ 650 Français résident en Oman et on dénombre une quarantaine de sociétés françaises du CAC 40 implantées au Sultanat. Elles sont actives dans différents secteurs de l'économie notamment dans la production d'électricité et d'eau, la gestion des déchets, l'industrie pétro-gazière, la sécurité, la logistique, la grande distribution et les services aux entreprises.

Sur le plan culturel, scientifiques et technique, plusieurs accords en matière d'enseignement, d'éducation et de formation notamment dans le domaine médical enrichissent cette relation. Par ailleurs la France soutient plusieurs missions archéologiques dans le Sultanat à travers la présence du Centre Français de Recherches de la Péninsule Arabique. Notons enfin que le Lycée Français de Mascate est actif et que la langue française a été introduite dans le système scolaire omanais comme une option dans certaines écoles et qu'elle est enseignée dans deux universités.

Son Excellence, Cheikh Ghazi bin Saïd bin Abdallah AlBahr Al Rawas, Ambassadeur du Sultanat d'Oman en France, a accepté de répondre à nos questions pour nous donner un panorama de l'état de l'économie de son pays et de ses relations avec la France.

Question - Huit mois après son accession au trône, le Sultan Haïtham ben Tarek al-Saïd a amorcé des réformes visant à renforcer la démocratie et à améliorer la gouvernance et la transparence afin de rationaliser et de flexibiliser l'action publique. Pouvez-vous nous tracer brièvement la trame de ces réformes ?

Son Excellence - Les réformes que Sa Majesté le Sultan a lancé ont comme objectif de relever les défis, suivre le rythme des changements régionaux et mondiaux, investir les opportunités dispo-

nibles et créer un équilibre dans tous les gouvernorats du Sultanat. La vision future comprend également la restructuration des relations entre les secteurs public et privé et la société civile, l'activation de la surveillance et de la transparence ; le développement du système de santé, de la gouvernance, du climat et de l'énergie, en s'appuyant sur d'autres sources, en activant le rôle de la jeunesse et en garantissant les libertés et l'indépendance du pouvoir judiciaire comme bases de la gouvernance, en préservant la souveraineté de la nation, de sa terre et de son peuple.

QN - La crise sanitaire et la baisse de la production et des prix des hydrocarbures ont secoué l'économie omanaise en 2020. Le PIB s'est contracté de 2,8 % et les recettes publiques ont fortement diminué poussant les autorités à mettre en œuvre un certain nombre de mesures d'austérité budgétaire. Quelle est la situation de l'économie omanaise en 2022 et quelles sont ses perspectives, notamment au regard de la crise entre la Russie et l'Ukraine ?

S.E. - La crise de la Covid-19 a touché le monde entier et a provoqué des disparités dans les économies mondiales, mais le Sultanat d'Oman a donné la priorité à cette crise, et Sa Majesté a formé un conseil supérieur pour gérer la crise. Il a même assisté à quelques réunions. Ce comité a supervisé de près la situation pour s'assurer que le vaccin soit fourni à tous les Omanais, tous les résidents et travailleurs étrangers, et le conseil a pris toutes les précautions sanitaires nécessaires.

Il a élaboré un plan à moyen terme en collaboration avec le gouvernement pour réduire les effets économiques de la crise. Le déficit issu de la crise de la Covid se redresse avec la hausse des prix du pétrole, comme c'est le cas dans d'autres pays producteurs de pétrole. En ce qui concerne l'économie et la crise provoquée par la guerre en Ukraine, la position du Sultanat d'Oman, comme la plupart des pays du monde, est que la souveraineté des États doit être respectée. Négocier et s'asseoir à une même table pour discuter de toute crise politique évite de graves conséquences sur le plan économique et humain.

QN - « Oman Vision 2040 », qui prend le relai de « Oman Vision 2020 » entend poursuivre la diversification de l'économie et préparer sa transition vers une économie post-pétrolière.
1- Quels sont les piliers de cette stratégie ?
2- Quels sont ses secteurs prioritaires et les projets qu'elle entend mettre en chantier ?

S.E. - En ce qui concerne les principaux piliers, secteurs et projets prioritaires dans le cadre de la « Vision 2040 », il y a quatre axes principaux, 14 priorités nationales, 88 objectifs stratégiques, 68 indicateurs pour mesurer la performance. Le plus important de ces cadres est le programme de développement des divers gouvernorats : affectation de 50 millions d'euros pour chaque gouvernorat, stimulation de l'activité économique et la rationalisation des dépenses et des investissements. Le deuxième axe est le financement et le soutien aux programmes des institutions et des petites et moyennes entreprises, pour suivre le rythme des défis technologiques.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Le 3ème axe touche au développement de l'enseignement supérieur, le développement des talents, l'encouragement de l'innovation et la création d'opportunités pour l'emploi des jeunes.

Le 4ème axe vise à développer des projets de partenariats entre le secteur privé et public, prêter attention aux infrastructures, protéger et augmenter le nombre des réserves naturelles qui atteint aujourd'hui le nombre de 21 réserves, et travailler à la création de la transformation agroalimentaire ; développer le transport, le stockage et la logistique.

QN - La volonté des autorités de réduire à la fois les déficits budgétaires et l'endettement public peut-elle retarder la poursuite de sa politique de transition économique ?

S.E. - Le plan de rationalisation des dépenses vise à réduire les dépenses inutiles et à rationaliser les fonds pour soutenir la vision de la transformation économique elle-même. La relance économique est présente et s'appuie sur cinq axes : relance et soutien aux investissements, impôts, attraction des investissements étrangers, soutien aux institutions.

QN - Oman est une étape importante sur les nouvelles Routes de la soie. A ce titre, d'ailleurs, la Chine a promis des investissements dans le parc industriel de Duqm. Les Américains et les Anglais ne sont pas en reste non plus et prévoient des investissements importants. Pourquoi l'Europe, et plus particulièrement la France, selon vous, peinent-elles à trouver leur place dans ce pays stratégique de l'Océan indien ?

S.E. - L'investisseur étranger recherche deux aspects fondamentaux dans tout pays dans lequel il investit : premièrement, la règle de droit et la sécurité, et deuxièmement, les facilités accordées aux entreprises. La France, comme d'autres pays étrangers mentionnés dans votre question, la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et le reste du monde considèrent le Sultanat d'Oman comme un pays sûr qui permet l'investissement et la stabilité à long terme.

En outre, la loi accorde de nombreuses facilités à l'investisseur étranger, que ce soit dans la région de Duqm ou ailleurs, en termes de facilités de permis, de facilités d'installation et d'emploi ou de propriété ainsi que des transactions bancaires en devises étrangères.

QN - La France est le 27ème fournisseur d'Oman. En 2021 le volume des échanges entre les deux pays s'élevait à 308 millions

d'euros. Ce chiffre est modeste et ne reflète pas le niveau des relations entre les deux pays.

S.E. - La crise de la Covid-19 a eu un impact sur les échanges commerciaux en général. Dans les dernières années, les échanges commerciaux et les investissements entre la France et le Sultanat d'Oman ont augmenté et se sont développés. Il existe des échanges commerciaux et des projets, y compris des investissements dans la région de Duqm où la France et plus précisément le port de Lorient va concevoir et exploiter le port de pêche à Duqm. Il y a plus de 48 entreprises françaises qui investissent dans plusieurs domaines de l'aviation, de l'alimentation, de la pêche, du tourisme. La commission mixte franco-omanaise, qui se tiendra à la fin de l'année, continuera à développer les relations commerciales, économiques, politiques et d'investissement entre les deux pays.

QN - Au niveau des PME-PMI ? Quels sont, selon vous, les leviers à mettre en œuvre pour augmenter le volume des échanges entre les deux pays ?

S.E. - Le Sultanat d'Oman cherche à créer des opportunités d'investissements non seulement au niveau des grands groupes, mais également aux niveaux des petites et moyennes entreprises par le biais de sous-projets d'investissements, en particulier dans les ports, la pêche, la logistique, l'alimentation et les cosmétiques. Quant aux domaines qui doivent être travaillés, il s'agit notamment de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement et du tourisme, à travers l'implantation de stations balnéaires et d'hôtels de tourisme qui respectent et préservent l'environnement.

QN - Quels conseils adressez-vous aux chefs d'entreprises français pour améliorer leurs parts de marché ?

S.E. - Je ne suis pas un homme d'affaires pour donner des conseils aux entrepreneurs français, mais la vision de base est que le Sultanat d'Oman est encore un pays vierge pour l'investissement, et les leaders français devraient organiser des rencontres avec des investisseurs omanais pour créer des études de besoins et de compatibilité. L'Ambassade du Sultanat d'Oman à Paris et la Chambre de Commerce Franco-Arabe leur fourniront toutes les informations nécessaires. Les entrepreneurs français doivent regarder les avantages que le Sultanat offre à chaque investisseur, car les investisseurs économiseront de grosses sommes d'argent dépensées dans certains autres pays pour établir les procédures initiales de chaque projet. Au contraire, au Sultanat, ces facilités sont accordées à chaque investisseur étranger.

QN - Quels sont les nouveaux secteurs qui offrent des opportunités de renforcer la coopération entre les acteurs économiques français et omanais ?

S.E. - Comme nous l'avons évoqué précédemment, les secteurs qui offrent des opportunités pour renforcer la coopération économique franco-omanaise sont le secteur agricole, les ports, la pêche, le tourisme, la logistique.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

QN - Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, a effectué à la fin du mois de mars dernier une visite en Oman où il a rencontré son homologue Sayyid Badr Al Busaidi pour évoquer les différents domaines de coopération entre les deux pays. Comment évaluez-vous les relations entre la France et le Sultanat d'Oman ?

S.E. - Les relations franco-omanaises sont excellentes et historiques. Les échanges consulaires et commerciaux ont commencé il y a environ quatre siècles grâce à des échanges et des rencontres débutés à l'est de l'Afrique et dans l'Océan. Son Excellence le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et Son Excellence Sayyid Badr Al Busaidi, ministre des Affaires étrangères du Sultanat d'Oman ont abordé la continuité et le développement de la relation bilatérale et ont souligné que les deux pays partagent, plus que d'autres pays, la même vision de la paix et du dialogue dans la région et appellent à respecter les principes des droits de l'Homme en insistant sur la nécessité de développer les investissements et les relations politiques, la sécurité régionale, l'énergie, la défense et le commerce.

QN - Les 650 Français recensés en Oman animent une vie culturelle appréciée au Sultanat. Par ailleurs, le Lycée Français à Mascate est actif et l'apprentissage du Français a été introduit dans le système scolaire omanais comme une option dans certaines écoles et dans deux universités. La culture française a-t-elle un attrait particulier pour les Omanais ? A-t-elle des points communs avec la culture omanaise ?

S.E. - Le Sultanat d'Oman cherche à qualifier et à former des jeunes dans tous les domaines. Il y a aussi un échange de missions scientifiques et archéologiques françaises au Sultanat d'Oman et de missions médicales de médecins omanais en France. Le Français est la deuxième langue étrangère après l'Anglais, et les relations d'investissement vont créer des besoins croissants d'apprendre cette belle langue française dont je suis un des admirateurs. Et je ne vous cacherai pas que les cultures omanaise et française partagent une part importante, qui est l'être humain et le principe du respect des libertés.

Le peuple omanais, par nature, tend vers la paix et le respect de l'autre et partage les valeurs déclarées des droits de l'Homme défendues par la France. Nous n'oublions pas non plus que les cultures omanaise et française sanctifient le patrimoine et préservent les sites archéologiques, les musées et les villes antiques pour que le développement architectural moderne ne les affecte qu'avec positivité. C'est là que réside la fierté de la culture avec une orientation permanente vers le développement et l'investissement. Un témoin de ce partage est le musée franco-omanais à Mascate qui date de plus de 100 ans, représentant ces valeurs partagées entre nos deux cultures.

« AMBITION MIDDLE EAST »

Rencontre avec Christophe Lecourtier

Le jeudi 20 octobre 2022 se tiendra la 1ère édition du forum d'affaires « Ambition Middle East » sous le Haut-Patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République. Cet événement se déroulera au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté économique et numérique, avec le soutien de ce ministère et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Dans ce cadre, le Directeur Général de Business France, Christophe Lecourtier, a accepté de répondre en avant-première aux questions de la Chambre de Commerce Franco-Arabe dans ce nouveau numéro de notre Newsletter pour nous parler de cet événement attendu du second semestre.

Monsieur le Directeur Général, pourquoi avez-vous souhaité organiser une opération « Ambition » consacrée au « Middle East » ?

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de me donner l'opportunité privilégiée de m'adresser aux lecteurs de votre Newsletter et aux membres de la CCFA, partenaire de cette opération.

Désormais connu et apprécié des participants, le format des forums d'affaires « Ambition », initié en 2018 avec l'Afrique et qui a été depuis reconduit et étendu avec succès sur d'autres géographies, est un temps fort destiné à mettre en lumière les opportunités commerciales d'une zone géographique dédiée et permettre ainsi aux entreprises et acteurs institutionnels français mais aussi étrangers de se rencontrer et d'échanger.

Fidèle à cet esprit, cette première édition d'« Ambition Middle East » - pour laquelle les Émirats arabes unis, le Royaume d'Arabie saoudite, l'État du Koweït, l'État du Qatar, Bahreïn, le Sultanat d'Oman et l'Égypte seront mis en avant - a été pensée et préparée pour être une source d'informations opérationnelles utiles mais aussi un espace propice à la génération de courants d'affaires.

Si nous avions en tête ce projet depuis quelques temps, le choix de 2022 pour organiser la première édition d'« Ambition Middle East » est à la fois symbolique et logique.

Symbolique car le Golfe est au cœur de l'actualité avec l'organisation de deux événements à rayonnement international successifs. Vous l'aurez compris, je fais référence tout d'abord à la tenue de l'Exposition universelle de Dubaï 2020, décalée en raison de la pandémie et qui s'est clôturée le 31 mars dernier, au sein de laquelle le Pavillon France aura été visité par 2,2 millions de personnes. Les équipes de Business France et leurs partenaires, pleinement mobilisés durant cette période, ont d'ailleurs accompagné plus d'une vingtaine de délégations et 400 entreprises dans leurs projets d'internationalisation pendant la durée de l'Expo. Par ailleurs, la fin d'année (21 nov. - 18 déc.) sera marquée par l'organisation par l'État du Qatar de la Coupe du Monde de football de la FIFA. Pour la première fois, le Moyen-Orient et un pays arabe accueillent la plus grande compétition de football pour laquelle près de 1,2 million de supporters sont attendus. Nous pourrions également ajouter à ces deux temps fort que les COP 27 et la COP 28 auront lieu respectivement en Égypte (nov. 2022) puis aux Émirats arabes unis (nov. 2023).

Au-delà de ces grands événements, les marchés de la région « Middle East » suscitent un engouement croissant pour de nombreuses PME et ETI françaises souhaitant renforcer leur internationalisation. Programmer un temps fort est donc logique. C'est une zone qui présente deux typologies de marchés à l'approche différente et complémentaire, ceux matures, plus concurrentiels, et les émergents, aux besoins en infrastructures au sein desquels l'offre française est appréciée et doit être mise en avant. La position géographique, renforcée par la présence de grands aéroports internationaux et d'un nombre important de destinations desservies depuis le Golfe, est un autre atout important pour nos entreprises car d'autres marchés étrangers peuvent aisément être adressés depuis ces pays, véritables carrefours stratégiques entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Enfin, il nous apparaît indispensable de fournir des clés de lectures quant aux enjeux de ces économies dans un contexte post-Covid et de géopolitique mouvante, incarné par exemple par la signature de l'accord de normalisation avec Israël en 2020 ou encore la fin du blocus du Qatar au début de l'année 2021. Les « National Vision » des pays du Golfe qui définissent les objectifs à moyen et long-terme (2030 ; 2035), fournissent un cadre dans

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

lequel la diversification/ transition des économies soutenues par les revenus des hydrocarbures offrent de réelles opportunités dans les secteurs traditionnels (énergie, mobilité, santé, développement durable) mais également dans de nouveaux tels que le tourisme, les loisirs, le sport et la culture. De même, l'industrialisation volontariste de l'Égypte et les projets attenants, pays fort d'une démographie importante et d'un rayonnement culturel dans le monde, qui souhaite compléter les 4 rentes traditionnelles (hydrocarbures, canal de Suez, tourisme et diaspora) génèrent de nouvelles opportunités pour les entreprises françaises.

Quels seront les sujets abordés lors de ce forum d'affaires ?

L'événement s'articule autour de plusieurs temps forts complémentaires et successifs : une session plénière en ouverture en présence d'officiels français et étrangers, la possibilité de bénéficier de rendez-vous BtoB pris en amont avec des interlocuteurs ciblés, des temps de collation propices au networking ou encore la possibilité de participer à une dizaine de tables rondes sectorielles. Chacune de ces tables rondes sera une occasion privilégiée de parler des dynamiques, projets et opportunités dans les secteurs du numérique, de la sécurité, de l'industrie 4.0, de la mobilité, de l'agroalimentaire, des industries créatives et culturelles ou encore de l'énergie pour vous donner quelques illustrations concrètes. Nous avons également souhaité mettre en avant les atouts du site France, première destination européenne d'accueil des IDE, afin de sensibiliser nos amis et partenaires étrangers aux points forts de notre pays.

Conformément à l'esprit fondateur de la Team France Export, « Ambition Middle East » rassemble un ensemble de partenaires publics et privés - que je tiens à remercier - qui viennent rendre compte de leurs expériences, partager des conseils opérationnels avisés et prêts à échanger avec les PME et ETI françaises, que ces dernières soient intéressées à commencer à se développer dans la zone ou déjà implantées. Si nous voulons consolider les échanges internationaux, il est important de préparer et d'orienter au mieux nos entreprises avec l'ensemble des parties prenantes. Face aux besoins exprimés par nos exportateurs, il est essentiel de pouvoir être en mesure d'orienter les entreprises vers les acteurs ayant des solutions.

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Parallèlement à ce qui sera réalisé en France, une campagne de promotion de l'événement va également être menée à bien par nos bureaux et partenaires localement pour faire venir des entreprises et structures originaires des pays précédemment mentionnés et intéressés pour rencontrer des entreprises françaises à Paris. Ambition est un lieu de rencontres.

J'invite donc chaleureusement tous les acteurs intéressés par cette zone dynamique et stratégique à s'inscrire sur la plateforme dédiée et leur donne rendez-vous le 20 octobre. Notre ambition, et notre engagement attenant, sont grands pour faire de cette première édition une réussite pour l'ensemble des participants et un accélérateur de liens commerciaux (lien : ***https://events-export.businessfrance.fr/ambition-middle-east-fr/***)

Pouvez-vous décrire le dispositif Team France Export et les principales actions engagées pour accompagner les entreprises françaises dans la zone ?

Le dispositif Team France Export dans la zone regroupe 15 pays couverts dont 4 au travers de partenaires référencés « amorçage Team France Export » (Bahreïn, Jordanie, Liban, Pakistan). La zone Proche et Moyen-Orient de Business France compte des bureaux aux Emirats arabes unis (Dubaï), en Arabie saoudite (Riyad et Djeddah), au Koweït (Koweït City), au Qatar (Doha) et en Egypte (Le Caire), pays mis en avant pour cette édition d'«Ambition Middle East». La zone s'est élargie avec l'arrivée de nos collègues des bureaux d'Istanbul et de Tel-Aviv et unit désormais une soixantaine de collaborateurs compétents sur les métiers export, invest, communication ou encore V.I.E. Ce dispositif RH est d'ailleurs un vrai levier d'accélération apprécié par les entreprises, 180 jeunes talents sont en poste dans la zone à l'heure où je vous réponds et concourent activement à la vitalité des relations commerciales entre les pays où ils opèrent et la France.

Nous travaillons quotidiennement et en synergie avec nos collègues du réseau France, issus des services internationaux de CCI comme de Business France et sous l'impulsion des Régions cheffes de file en matière d'internationalisation, pour conseiller et orienter au mieux les entreprises depuis les guichets régionaux jusqu'aux marchés étrangers ciblés. Nous avons d'ailleurs accueilli 6 collègues issus du réseau France originaires de Nouvelle-Aquitaine, d'Ile-de-France, d'Occitanie ou encore du Grand Est, fin mars à Dubaï pour 3 journées d'immersion, sur le terrain, destinées à mieux comprendre les quotidiens, périmètres et enjeux de chacun de nos bureaux. Au-delà des CCI régionales et de Business France, Bpifrance - membre fondateur de la TFE - était également représentée par un chargé d'affaires, issu de la direction régionale de Caen. L'an dernier, plus de 650 entreprises ont bénéficié d'actions d'accompagnement sur la zone.

Le prolongement des outils de France Relance, et notamment des chèques relance export et V.I.E, dans le cadre du plan de résilience est un véritable atout pour nos entreprises. Pour mobiliser les exportateurs, cette aide publique nationale, couplée parfois à des aides régionales, leur permet de concrétiser des actions de prospection à l'export. La mobilisation de ces leviers, associée à une posture conseil pertinente, devraient permettre de faire réussir un grand nombre d'entreprises cette année encore au Moyen-Orient.

Brèves économiques arabes

Forte croissance et taux élevé d'inflation dans les pays arabes en 2022

Dans son rapport sur les « Perspectives économiques arabes », publié en avril dernier, le Fonds monétaire arabe (FMA) prévoit une croissance de 5 % du PIB en 2022, grâce à l'augmentation de la production des hydrocarbures (+ 40 % pour le pétrole au premier trimestre 2022 et + 112 % pour le gaz sur une base annuelle) et de ses prix sur les marchés internationaux. Dans les pays producteurs, la hausse atteindra 5,8 % en 2022 (contre 3,1% en 2021) avant de se rétracter à 3,6 % en 2023. Les États importateurs d'hydrocarbures connaîtront un rythme de croissance plus modéré, à 3,7 %, contre 2,5% en 2021. Toutefois, le FMA alerte sur une hausse de l'inflation pour l'année 2022 et les augmentations sur le prix des matières premières agricoles, des produits industriels et de l'énergie. Le taux d'inflation moyen se situera à environ 7,5 % en 2022 dans les pays arabes alors qu'il n'était que de 5,7 % en 2021. Une amélioration est cependant attendue en 2023 avec une prévision de 7 %.

Recettes migratoires : progression de 6 % vers la région MENA

Selon une note d'information de la Banque mondiale publiée le 11 mai 2022, les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire devraient augmenter de 4,2 % et s'élever à 630 milliards de dollars cette année. Cette hausse fait suite à une reprise presque record de 8,6 % en 2021. Les envois de fonds vers les pays en développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) ont augmenté de 7,6 % en 2021 pour atteindre 61 milliards de dollars, sous l'effet de fortes hausses vers le Maroc (40 %) et l'Égypte (6,4 %). En 2022, on s'attend à un ralentissement de la croissance des remises migratoires vers la région, qui devrait s'établir à 6 %. Le coût d'envoi de 200 dollars vers la région a diminué au quatrième trimestre 2021, à 6,4 %, contre 6,6 % un an auparavant.

Maroc : premier pays africain en matière de créations d'emplois en France en 2021

Avec un total de 259 emplois générés par 15 projets, le Royaume figure dans le top 20 des pays partenaires de la France et occupe la 17ème position en termes d'investissements étrangers dans l'Hexagone, selon le Directeur Afrique pour l'activité « invest » de Business France. Les projets d'origine marocaine sont principalement dans les secteurs des logiciels et des services aux entreprises. Les trois principales régions d'implantation des projets d'origine marocaine sont la région de Paris-Ile de France (4 projets avec la création de 81 emplois sur trois ans), la région Normandie (3 projets avec la création de 51 emplois sur trois ans) et la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur (3 projets avec la création de 27 emplois sur trois ans).

Algérie : amélioration des perspectives de croissance selon le FMI et la BM

Dans son rapport sur les « Perspectives économiques régionales », publié en avril 2022, le FMI revoit à la hausse sa prévision de croissance pour l'Algérie en 2022, à 2,4 %, contre une prévision de 1,9 % établie en octobre dernier. De son côté, la Banque mondiale anticipe une croissance pour 2022 de 3,2 %. FMI et Banque mondiale s'accordent par ailleurs sur la poursuite en 2022 des tensions inflationnistes, avec des prévisions revues à la hausse : + 8,7 % pour le FMI et + 7 % pour la Banque mondiale. En revanche, les prévisions divergent quant à la trajectoire des comptes publics pour l'année en cours, puisque la Banque mondiale estime que le solde budgétaire sera excédentaire en 2022, à 0,7 % du PIB, mais anticipe un retour à un solde déficitaire en 2023 (- 0,8 % / PIB). Le FMI, pour sa part, estime que le déficit public devrait s'aggraver en 2022. En matière d'endettement, le FMI prévoit une réduction de la dette publique en 2022 à 56,6 % du PIB, contre 62,5 % du PIB en 2021.

Tunisie : hausse des flux d'IDE entre le premier trimestre 2021 et 2022

Selon l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA), le flux des investissements internationaux a atteint 596 millions DT fin mars 2022, en augmentation de 73 % par rapport à la même période en 2021 (344,6 millions DT). Les investissements directs étrangers (IDE), qui composent la quasi-totalité des investissements internationaux, ont atteint 592,7 millions DT, en hausse de 73,4 % par rapport au premier trimestre 2021 (341,9 millions TD). Les investissements de portefeuille restent marginaux (3,3 millions DT) mais sont également en hausse (+ 22 % par rapport a fin mars 2021). Sur le plan sectoriel, la hausse des investissements internationaux concerne notamment les services (de 38,3 millions DT a 271,7 millions DT fin mars 2022) et l'industrie manufacturière (+ 14,4 % pour atteindre 183 millions DT). Les investissements à destination du secteur agricole restent très modestes (300 000 DT a fin mars 2022) mais enregistrent également une hausse de 66,7 % en comparaison avec le premier trimestre 2021. En revanche, les investissements dans le secteur énergétique ont diminué de 4 % pour s'établir a 137,8 millions DT au premier trimestre 2022.

La Banque mondiale et le FMI ont mis à jour leurs prévisions de croissance dans les pays du Golfe et annoncent des taux optiminstes.

	FMI 2022	BM 2022	FMI 2023	BM 2023
Arabie saoudite	7,6	7	3,6	3,8
Bahreïn	3,3	3,5	3,0	3,1
E.A.U.	4,2	4,7	3,8	3,4
Koweït	8,2	5,7	2,6	3,6
Oman	5,6	5,6	2,7	2,8
Qatar	3,4	4,9	2,5	4,5

ARABIE SAOUDITE : le bénéfice d'Aramco bondit au premier trimestre, dopé par la flambée des cours du pétrole. Saudi Aramco a annoncé un bond de 82 % de son bénéfice net au premier trimestre, porté par la flambée des cours du pétrole qui a propulsé le géant saoudien de l'énergie au rang de première capitalisation boursière mondiale. Son bénéfice net s'est élevé à 39,5 milliards de dollars, contre 21,7 milliards de dollars sur la même période en 2021. Aramco a introduit 1,7 % de ses actions à la Bourse saoudienne en décembre 2019, levant 29,4 milliards de dollars (26,5 milliards d'euros), soit la plus grande introduction en Bourse de l'histoire. En février, le Royaume a transféré 4 % des actions d'Aramco, d'une valeur de 80 milliards de dollars, au fonds souverain du pays, un geste considéré comme un prélude possible à une plus grande ouverture du géant pétrolier.

BAHREÏN : soutenu par les cours élevés du baril, le Royaume va de nouveau transférer de l'argent dans son fonds Future Generations Reserve Fund. Le gouvernement versera 1 dollar pour chaque baril vendu à plus de 40 dollars, 2 au-delà de 80 dollars le baril et 3 au-delà de 120 dollars le baril. Le Fonds avait été fortement impacté pendant la pandémie, diminuant de 450 millions de dollars, incitant le gouvernement à stopper ces transferts en 2020.

Bahreïn a enregistré un excédent commercial de 51 millions BD au premier trimestre 2022 contre un déficit de 442 millions à la même période en 2021. Les exportations se sont établies à 1,255 milliards BD, principalement composées d'alliages d'aluminium brut (39,5 % du total) et de minerais de fer agglomérés (13,4 %). Les importations s'élèvent à 1,363 milliards BD, portées par les importations de minerais de fer non agglomérés (10 % du total) et d'oxyde d'aluminium (8 %). Les réexportations de Bahreïn ont quant à elles atteint 159 millions BD (-14 % en g.a.). L'Arabie saoudite est la première destination des exportations bahreïniennes (17,3 % des exportations), suivie par les États-Unis (16,5 %) et l'Italie (7,3 %). La Chine est le premier fournisseur du Royaume (15,7 % des importations), suivie par le Brésil (9,5 %) et l'Australie (8,6 %).

EMIRATS ARABES UNIS : après un recul de 6,1 % en 2020, l'activité économique des Émirats a enregistré un rebond de 3,8 % en 2021 pour atteindre 406 milliards de dollars, L'activité hors-hydrocarbures a contribué au PIB à hauteur de 72,3 % en 2021 (71,3 % en 2020). Hors hydrocarbures, l'hôtellerie/restauration est le premier secteur, représentant 21,3 % du PIB. Il est suivi par la distribution et les services de santé avec respectivement 14,1 % et 13,8 % du PIB.

National Petroleum Construction Company (NPCC) et Technip Energies ont remporté un appel d'offres pour l'ingénierie de base (FEED) du projet de capture de carbone sur le champ Kasawari en Malaisie. Selon NPCC, le champ qui devrait être opérationnel en 2025 sera un des plus grands projets de capture de carbone offshore au monde avec en moyenne un traitement de 3,7 millions de tonnes de CO2 par an.

KOWEÏT : selon les dernières données publiées par l'OMC, les exportations de marchandises du Koweït sont passées de 40,1 milliards de dollars en 2020 à 71,4 milliards en 2021, classant l'émirat au 47ème rang mondial et au 4ème rang dans le Golfe. Plus de 90 % d'entre elles sont des produits pétroliers. Les importations se sont élevées quant à elles à 33,2 milliards de dollars, classant le pays au 66ème rang mondial et au 3ème rang régional.

Les bénéfices des 36 plus grosses entreprises du Koweït se sont élevés à 814 millions de dollars en 2021,contre des pertes de 821 millions l'année précédente. Parmi ces 36 entreprises, 15 sont répertoriées dans le secteur des services financiers et ont réalisé 347 millions de dollars de bénéfices, 268 millions de pertes en 2020. 8 autres sont des sociétés du secteur immobilier, et ont réalisé 144 millions de bénéfices, contre 121 millions de pertes l'année précédente.

OMAN : Oman Power and Water Procurement Company (OPWP), l'entreprise publique en charge de l'approvisionnement en électricité et en eau du Sultanat, a annoncé une série de projets visant à produire 2 200 MW d'électricité d'origine renouvelable (solaire et éolien) à l'horizon 2027, au sein du réseau Main Interconnected System (MIS), qui couvre les besoins en électricité de la partie nord et centre du Sultanat.

QATAR : les hôtels et les appartements hôteliers au Qatar ont connu une solide performance avec un taux d'occupation global de 56 % en février 2022 selon les données de l'Autorité du Planning et de la Statistique. Le taux d'occupation des hôtels deux et une étoile a grimpé à 97 % en février, contre 78 % à la même période l'an dernier. Le taux d'occupation des hôtels trois étoiles est passé à 96 % en février 2022 contre 82 % à la même période en 2021. Les taux d'occupation des hôtels quatre étoiles et cinq étoiles ont respectivement atteint 66 % et 49 %.

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe
250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris
ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: info@ccfranco-arabe.org

Mme ☐ Melle ☐ M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :